

UN VRAI CONTE DE FÉE !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La dé-métropolisation au secours des territoires !

On a pu lire dans vos colonnes que 50 villes étaient sélectionnées, dont Cahors, pour accueillir des services des Finances Publiques de Paris ou de métropoles... Mais concrètement ?

Gérald Darmanin et la DGFIP ont dévoilé les 50 villes sélectionnées pour recevoir des services de Bercy "dé-métropolisées". Cahors en fait partie. Gérald Darmanin s'est ensuite empressé de communiquer par voie de presse "l'excellente nouvelle" en osant affirmer que cela répondait aux attentes fortes de nos concitoyens de plus de services publics en territoire...

Dans la foulée, on a pu lire que le maire de Cahors se félicitait de cette décision à laquelle il a fortement contribué en défendant le dossier. Un vrai conte féerique que toute cette belle histoire...

Au delà de ces annonces en période d'élections municipales, nous aurions aimé que les différents responsables politiques de tout bord, soient aussi empressés de défendre l'emploi et les services publics du territoire lorsqu'il n'y avait pas d'échéances électorales. Il faut savoir que le département a perdu 100 emplois dans notre seule administration depuis 2006. Une centaine d'emplois en moins sur un département dont le taux de chômage atteint des sommets... et que la fréquentation de nos services n'a jamais été aussi importante, notamment avec le prélèvement à la source... C'est ça l'état actuel catastrophique de nos services et il ne faut à aucun moment laisser croire aux contribuables que l'arrivée de services parisiens ou de grandes métropoles pourrait peut être améliorer la situation... Encore moins laisser croire qu'ils recevraient peut être du public ! Le service qui arrivera à Cahors sera un service de Paris -ou de grandes métropoles- d'une direction nationale spécialisée ou encore de bureaux de Bercy. Il ne sera en aucun cas destiné à renforcer les services cadurciens. La seule certitude que nous avons est qu'il continuera d'exercer "à distance" les missions bien souvent à compétence nationale qu'il a actuellement. Alors que toutes les trésoreries du département sont sur la sellette à partir de 2021 - ce qui éloignera l'usager de notre service public - alors que le leurre des Maisons France Service (qui ne seront que des coquilles vides) avait été annoncé comme un renforcement de notre présence en territoire, cette annonce de dé-métropolisation est à l'image de ce gouvernement: de la com' avant tout... même si rien n'est arrêté car la question concrète des services amenés à être délocalisés sera discutée seulement dans les mois qui viennent, bien après les municipales, avec les représentants du personnel ! C'est un peu comme la réforme des retraites où les députés seront amenés à voter sans connaître le projet global puisque 29 sujets seront traités plus tard par ordonnance !

Par contre, on peut constater que cette annonce tombe à pic comme un secours appréciable pour les candidats "en marche" dont la campagne électorale ne décolle pas vu le contexte social explosif des retraites !

La Cgt Finances Publiques 46 dénonce fermement la contradiction entre l'engagement fait aux maires et l'engagement fait aux agents des métropoles:

Le ministère assure en interne aux 2500 collègues éventuellement concernés par un départ vers la province que ce sera du « gagnant-gagnant » pour l'Etat et pour les personnels. L'administration assure qu'il n'y aura aucun départ contraint ! On peut donc s'interroger quand, par exemple un service parisien d'une dizaine de personnes sera ciblé pour aller à Cahors et qu'il n'y aura aucun agent volontaire au départ ! Qui va alors pourvoir les postes? Les agents des Finances du Lot, qui sont déjà en sous effectif ? Ou alors, il n'y aura que deux ou trois agents qui arriveront réellement et qui travailleront à distance pour leur service qui restera en métropole... Personne n'en sait rien. Ce n'est pas sérieux et la manipulation induite par cette annonce n'est pas respectueuse.

Il ne peut y avoir qu'une politique républicaine sur ce sujet : c'est d'adapter les emplois et les moyens aux besoins des populations et non de tout fermer puis ensuite de communiquer, de communiquer, et de communiquer avec des politiques au rabais que sont les Maisons France Service et cette dé-métropolisation qui n'a vraiment rien à voir avec un quelconque rapprochement des administrations vers les concitoyens puisque les services concernés encore une fois resteront sur leurs missions antérieures bien spécialisées.